

JOURNAL PARAISSANT TROIS FOIS

PAR SEMAINE,

les Dimanche, Mercredi, Vendredi.

BUREAUX, place de l'Ecole, 16;

DEPOT audit bureau et rue Git-le-Cœur, 4.

PRIX DE L'ABONNEMENT:

| | Paris. | Départemens. | Etranger. |
|-------------|--------|--------------|-----------|
| Trois mois. | 2 25 | 4 » | 6 » |
| Six mois. | 4 25 | 7 25 | 11 » |
| Un an. | 8 » | 14 » | 22 » |

Les articles envoyés au Journal doivent être signés.

(Affranchir.)



JOURNAL PARAISSANT TROIS FOIS

PAR SEMAINE,

les Dimanche, Mercredi, Vendredi.

BUREAUX, place de l'Ecole, 16;

DEPOT audit bureau et rue Git-le-Cœur, 4.

PRIX DE L'ABONNEMENT:

| | Paris. | Départemens. | Etranger. |
|-------------|--------|--------------|-----------|
| Trois mois. | 2 25. | 4 » | 6 » |
| Six mois. | 4 25. | 7 25 | 11 » |
| Un an. | 8 » | 14 » | 22 » |

Les articles envoyés au Journal doivent être signés.

(Affranchir.)

LE GAMIN DE PARIS

GAITÉ.

DRAPEAU DU PEUPLE : FRATERNITÉ, ÉGALITÉ, LIBERTÉ.

FRANCHISE.

SOMMAIRE.

Le fait et la loi, attroupemens, charges, barricades. — Le Gamin à l'Assemblée nationale. — Foyou et son frère, garde mobile (suite). — Conversation du gamin et de son papa. — Emile Thomas, Caussidière et Louis Blanc. — Nouvelles étrangères. — Finances. — Le Gamin aux étudiants de première année. — Ce que j'ai gagné à la République. — Liste des onze nouveaux représentans du peuple. — Décapitation du roi de Naples.

RÉSULTAT DES ÉLECTIONS DE LA SEINE.

| | | | |
|-------------|---------|--------------|--------|
| Caussidière | 146,165 | L. Bonaparte | 84,420 |
| Goudchaux | 107,002 | Lagrange | 88,682 |
| Moreau | 105,650 | Boissel | 77,247 |
| Changarnier | 105,539 | Proudhon | 77,094 |
| Thiers | 97,394 | Thoré | 72,302 |
| P. Leroux | 97,375 | Kersausie | 72,438 |
| V. Hugo | 86,965 | Girardin | 70,508 |

LE FAIT ET LA LOI.

ATTROUEMENT, CHARGES, BARRICADES.

D'ordinaire, la loi précède son application. Il n'en a pas été ainsi au sujet des attroupemens.

On fait des sommations, on charge, et... vienne la loi!

La loi est venue en effet, et qu'elle loi! plusieurs membres de la chambre Pont appelée draconienne. En effet, la peine la plus forte édictée par la loi de 1831 est moins élevée que la plus légère de celles proposées à la sanction des démocrates constituant. Parmi les articles de choix, on peut remarquer celui qui déclare coupable tout citoyen qui se trouvera dans un rassemblement au milieu ou sur les limites duquel on arrêtera un individu porteur d'une arme cachée.

Mais revenons au fait.

On se rappelle les troubles qui ont eu lieu en septembre 47, dans la rue St-Honoré, au sujet d'une discussion entre un cordonnier et un ouvrier. On sait que la foule a grossi en proportion du développement des forces militaires, et qu'elle a cessé de s'agglomérer sur ce point aussitôt que la troupe n'y a plus paru.

Les mêmes faits se sont reproduits ces jours-ci, et il en sera toujours ainsi. Que les troupes sachent bien qu'on vient pour les voir, pour entendre les sommations et le tambour, pour savoir jusqu'où peut aller l'oubli des plus vertes leçons; mais qu'on se rassemble très rarement en public dans le but de renverser quoi ou qui que ce soit.

Ainsi donc, quelques curieux d'abord; puis la troupe, puis des mécontents. On parle d'abord de la démission de M. Crémieux, chose assez peu intéressante, et l'on finit par crier vive Barbès sur la prosodie du *Lampion*. De main on poussera ce cri avec plus d'émotion peut-être. On a déjà tenté de faire une barricade rue Saint-Étienne; des charges ont été exécutées, de nombreuses arrestations ont été faites. Mon fils, qui n'est pas rentré de toute la nuit, est au poste; le galopin vous racontera sa mésaventure. En attendant, il me charge de vous dire qu'il est et

sera toujours le gamin des barricades, mais qu'il commence à détester la république.

Déjà, les mêmes procédés! qui l'aurait cru? ah! qu'ils prennent garde de donner raison à ceux qu'ils appellent les Rouges!

(Le père de Foyou.)

Le Gamin à l'Assemblée nationale.

Lecteurs, j'ai été l'autre jour à l'assemblée, c'était touchant et surtout moral.

La séance commença après le déjeuner; la montre de mon voisin dit deux heures et quelques minutes. Un silence complet règne dans la salle. Quelques membres sont présents; ils paraissent assez bien portants.

Buchez parle le premier; il a la larme à l'œil, il prie ces messieurs de le renvoyer à son banc: « Citoyens, j'ai bien fonctionné, c'est vrai, mais j'ai pu continuer; le courage y est bien, mais ma poitrine (il crache), comme vous voyez (il recrache), n'y est plus. J'ai tant crié le 15 mai, que j'ai perdu la voix; ma voix! elle est cassée avec la sonnette.

Tous les membres. — Digne Buchez! t'as pas la parole... c'est malheureux; la Plaine et la Montagne aimait à ouïr ta voix mêlée au bruit de ta sonnette! Puisqu'il en est ainsi, va-t'en à ton banc! (Bravos unanimes.)

Sénard est nommé à la place de Buchez; ce dernier, avant de quitter sa chaise, se lance dans les bras ouverts de Sénard, qui l'y dit: « T'as bien occupé c'te chaise, restes-y. »

Buchez. — Tu l'occuperas t'encore mieux: prends-là!

Tous les assistants sont ébahis, ils ouvrent la bouche... sans rien dire... Il y a un moment d'attendrissement; les dames envoient des baisers à Sénard et à Buchez qui, à leur tour, en envoient aux dames et à tout le monde, aux huissiers aussi et aux sténographes: ces derniers y sont très sensibles. Les deux présidens échangent leurs signes distinctifs, et chacun d'eux va à sa nouvelle place.

Portalès monte à la tribune. — Citoyens et citoyennes, je le jure... c'est Crémieux qui nous a engagés à accuser Louis Blanc; nous l'avons consulté, il nous a approuvé en nous serrant la main.

Crémieux. — C'est pas vrai, tu blagues, Portalès. Je n'ai pas dit ça, je ne t'ai pas serré la main; au reste donne des preuves... c'est toi qui m'as pris la main.

Landrin. — Représentans nobles et non nobles, savans et non savans, je vous aime! Croyez-moi, croyez Portalès, il jase comme la vérité même. Oui, le ministre nous a serré la main, il me la pressait comme ça (il montre), il me semble que j'ai encore sa main dans la mienne; il dit que non parce que nous ne sommes plus dans sa manche; il veut nous perdre... mais qu'il se souvienne que je lui annonce qu'il perd beaucoup.

Portalès. — Crémieux nous a dit: « Allez toujours, nous marcherons ensemble. » Nous avons marché toujours, et voilà qu'il nous fait des avanies, ça m'ostine.

Crémieux. — Ces deux gueux s'entendent, c'est eux qui veulent ma perte. Je n'ai qu'une chose à dire, ce sont

des menteurs, des intrigans, (agitation). Je n'ai qu'une autre chose à dire: est-ce que je serais un malhonnête homme? un citoyen sans cœur, sans foi? Non, mes amis, j'ai cœur et foi, j'ai des entrailles, et je ne suis pas si petit que j'en ai l'air (signe d'incrédulité), vous pensez comme moi n'est-ce pas? vous ne dites mot... je comprends... qui ne dit mot consent. Clôsons cette affaire et qu'il n'en soit plus question.

Jules Favre. — Tu crois sortir comme ça, petit vaurien, petit israélite, tu fais erreur. (A l'ordre, à l'ordre.) Oui à l'ordre. Depuis longtemps n'y a pas d'ordre; non, non, je ne te tiens pas quitte; t'étais aussi de mon avis et à présent tu n'en est plus? tu m'as dit que nous marcherions ensemble et tu renies, eh bien! j'aurai le courage de marcher tout seul! (Applaudissemens.)

La discussion est close.

Billault à la parole. — Je viens vous proposer de payer les dettes de l'État en augmentant ses dettes (rires), vous riez je crois, apprenez que Boileau a dit:

« Le vrai peu quelquefois n'être pas vraisemblable. » Il en est de même de mon projet, suivez moi, et nous irons...

De Lasteyrie. — A la banqueroute.

Duclerc, ministre des finances. — J'ai un autre projet qui enfonce celui du préopinant. Je ne puis pas le dire maintenant... c'est un secret... mais patience; par lui, la France sera sauvée.

Plusieurs membres parlent à la fois, la discussion est close et la séance levée à la grande satisfaction de tous et à la mienne.

Et j'm'esbigne.

Le gamin et son frère, garde mobile.

Suite.

Son frère. Alors tu crois comme ça qu'on pourrait bien se servir de nous comme Philippe s'est servi des municipaux.

Foyou. Tu brûles.

Son frère. Et la troupe de ligne? et les dragons? et toutes les autres troupes?...

Foyou. Et d'eux aussi, qu'on s'en servira.

Son frère. Mais il faut bien que le gouvernement puisse se défendre!

Foyou. Et la garde nationale, pourquoi donc que c'est faire? Est-ce uniquement à seule fin de jouer aux soldats?

Son frère. Mais pourquoi que tu fais une différence entre les gardes nationales et les autres. Si les civils peuvent taper sur les émeutiers, pourquoi les soldats ne doivent-ils pas cogner aussi?

Foyou. Ah! voilà. C'est que, quand on veut se mêler d'une affaire, il faut deux choses: 1° d'abord, connaître et affaïre; 2° avoir le droit et le pouvoir d'agir par soi-même. Ainsi, quand on s'bat ou qu'on va se batt' dans la rue pour la politique, les troupiers, en général, connaissent-ils l'affaire? Es-tu foncé en politique, toi, par exemple?

Son frère. Ma foi non. Depuis que je suis dans la mobile, je ne lis plus le journal. J'fâne ou je perds des sous à des jeux d'hasard, j'bois des canons avec les sédentaires, je cris : Vive la République...

Fouyou. Et puis ?

Son frère. Et puis je chante la Parisienne...

Fouyou. Et puis... tu cries à bas les Communistes.

Son frère. Ça, c'est vrai, je l'ai crié, mais je ne sais pas ce que ça veut dire.

Fouyou. C'est précisément la chose. Ainsi donc, quand t'as bu et que le soleil t'a tapé sur la boule, tu serais comme les municipaux.

Son frère. Moi, jamais...

Fouyou. Pourtant, mon homme, tu cries sans savoir ce que tu brailles. D'ailleurs je reprends mon apologue. Quant on s'bat, que j'dis, pour la politique, les troupiers ne sont pas instruits de l'affaire, parce que leurs chefs leur défendent de lire les journaux de l'opposition.

Son frère. C'est faux, ça. On nous laisse lire, à nous, tout ce que nous voulons.

Fouyou. Parce qu'on sait bien que vous ne lisez rien du tout. D'ailleurs, ça viendra, les défenses; ça viendra. Mais à c'heure, une supposition; vous connaissez à fonds les affaires de la chose publique, est-ce pas? Vous êtes au courant, quoi... Eh bien, après? à quoi que ça vous avance, puisqu'il faut obéir.... Hein? grand bêta, c'est là que je te ramasse. C'est mon second point par quoi je te disais : Faut pour se mêler d'une affaire, avoir le droit et le pouvoir d'agir par soi-même. Ce droit et ce pouvoir, les bourgeois l'ont, les militaires ne l'ont pas. Tu crois que les militaires sent à la patrie, pas du tout, ils sont au gouvernement; ils sont, comme disent les journalistes, dans la main du pouvoir exécutif. Ils risquent leur peau s'ils n'obéissent pas et que le gouvernement ait le dessus; ils resquent encore leur peau s'ils obéissent. C'est pourquoi il n'est pas juste que les troupiers se mêlent de nos petites discussions. C'est au moment où on va tirer sur un frère qu'il faut savoir si on a tort ou raison, et surtout qu'il faut agir librement. Mon aîné, je suis ton cadet, mais ça n'empêchera pas de te dire : Plutôt que de tirer sur un français sans être bien sûr qu'il a tort... brûle-toi la cervelle.

Son frère. Alors je vois bien que tu n'entreras pas dans mobile.

Fouyou. P't'être bien tout de même, s'il y a la guerre... Vive la Pologne!

Conversation du gamin et de son papa.

Dis-moi, p'pa, quelle différence y a-t-il entre une monarchie et une république?

Le père. Avec la première est la servitude, avec la seconde, est la liberté. Sous l'une le règne d'un seul, sous l'autre le règne de tous; avec la première, misère; avec la seconde, garantie du travail et de l'existence.

Le gamin. Mais nous sommes en république? Pourquoi alors que personne n'est content, que personne ne rit; c'est toujours pas gai, va, la république : tu dis qu'elle garantit le travail et l'existence? Pourquoi donc que la fille du voisin Léon est morte de faim? pourquoi que son père s'est tué parce qu'il n'avait pas d'ouvrage? pourquoi qu'on n'a pas voulu le recevoir dans les ateliers nationaux? Tu ne me réponds pas, t'as le cœur gros; est-ce que notre république ne serait pas la bonne?

Emile Thomas.

Pourquoi a-t-on arrêté Emile Thomas? serait-ce parce qu'il avait volé? Non, les grands voleurs sont dits grands farceurs, et comme tels demeurent impunis; le tambour-major passe, le moutard reste.

Serait-ce parce qu'il s'est refusé à signer un projet tendant à la dissolution des ateliers nationaux? Serait-ce dans le but de le faire échouer dans sa candidature? Les ouvriers n'auraient-ils pas suffisamment labouré le Champ-de-Mars en raison de l'argent dépensé? Ou bien craignait-on Emile Thomas?

S'il était coupable, pourquoi lui avoir donné une mission? Pourquoi cette arrestation mystérieuse? Pourquoi ces deux dépêches télégraphiques contradictoires?

Une fois arrêté, que voulait-on en faire? L'a-t-on mis en liberté parce qu'on a reconnu son innocence? ou ne serait-ce point plutôt parce qu'on craignait un soulèvement des ouvriers en sa faveur?

Ombre, ténèbre, obscurité, mystère!

Emile Thomas, enlevé, arrêté, a été mis en liberté. Considérant, contraint de donner sa démission de représentant, vient d'être renommé à une grande majorité. Louis Blanc, accusé, s'est lavé de cette accusation!

Avouons que le pouvoir n'a pas été heureux dans ses attaques.

NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

Le canon révolutionnaire a tonné en France, et l'Europe s'est ébranlée à ce signal; l'Irlande a brandi ses chaînes, et les volcans de l'Italie ont lancé le feu de la liberté. Gloire aux Italiens! leur triomphe est assuré, ils marchent de victoire en victoire, et la main de fer de l'Autriche s'est brisée contre leurs boulets. Mais cette liberté dont la France, je ne dirai pas jouit, mais peut jouir, les Italiens doivent-ils l'espérer? Non seulement ils devraient l'espérer, mais encore l'exiger; sinon ils auront brisé des fers pour s'en forger de nouveaux. Si Charles-Albert a bien mérité des Italiens, qu'il soit nommé président de la République; mais que l'Italie, sous son beau ciel, ne respire plus cet air lourd et écrasant de la royauté. Et toi, Pie IX, la patrie te doit beaucoup, il est vrai, mais fais-lui encore un sacrifice : sois évêque, et jette ta couronne.

On a détruit la nationalité polonaise, on détruit maintenant les hommes eux-mêmes; enfermés avec leurs femmes et leurs enfants dans des granges par les agents du roi de Prusse, ils sont brûlés par centaines.

Le pillage, l'incendie et la mort, voilà le lot de nos frères de la Pologne.

La France attend; l'assemblée sourde aux cris de désespoir d'une nation qui s'éteint, s'occupe de questions secondaires, et ses membres se disent des injures. Qui, de vous, lecteurs, ne se sent effrayé en lisant ces mots prononcés par Nicolas : « Oui, et moi aussi, je crois qu'il y aura une Pologne, mais ce ne sera qu'un désert! » Vous vous expliquez maintenant ces autodafés de femmes, d'enfants et de vieillards!

— On lit dans le Censeur de Lyon :

« Le bruit d'un étrange événement, la décapitation du roi de Naples, a couru hier à Lyon; nous nous sommes abstenus de le rapporter, et nous avons bien fait, car jusqu'à présent il nous paraît dénué de tout fondement. Les journaux de Marseille, arrivés ce matin à Lyon, ne font aucune mention d'un fait quelconque qui pourrait y avoir donné lieu.

« Les journaux de Turin que nous avons reçus hier soir, ne parlent pas davantage de cette tragique péripétie. »

Le Gamin aux étudiants de première année.

Ces jours-ci, grands moutards que vous êtes, vous avez brûlé, avec une solennité assez comique, des journaux et des listes de candidats d'une opinion contraire à celle qui, aujourd'hui, est la vôtre. Je crois même qu'il y a eu de votre part bulle ou décrétale.

La charge est bonne.

Mais on m'a dit, à moi, qu'autodafé signifiait acte de foi. C'est donc un acte de foi que vous avez voulu faire; acte de foi républicaine, franchement républicaine. D'où vient donc que, vers les premiers jours du provisoire, vous avez brûlé l'Ami du peuple, de Raspail? Quelle était la couleur de cet autodafé? Est-ce que, par hasard, Raspail ne serait pas républicain? Est-ce que son journal était réactionnaire, ou dicté par des sentiments d'une démagogie incendiaire? Nullement.

Je veux bien encore que les jeunes gens qui ont brûlé le Siècle et le Constitutionnel ne soient point les destructeurs de l'Ami du peuple. Mais (c'est un effet de la sottise ou de la malice publique), on dit : les étudiants au lieu de dire des étudiants; et il est certain que la plupart d'entre vous pourraient donner un démenti à la chanson :

Messieurs les étudiants
S'en vont à la chaumière
Pour y danser l'can-can
Et la Robert-Macaire,
Toujours, toujours,
La nuit comme le jour!

Il résulte de tout ceci que vous devez éviter de vous signaler par des niaiseries, surtout par des actes d'intolérance, dont la responsabilité est imposée par le public à tous vos camarades d'études.

Le temps des anathèmes et des excommunications est passé. Celui de Rabelais aussi. N'exposez donc personne, par vos bulles et vos décrétales, à se livrer au tourment des hémorroïdes.

Voilà un petit qui fait diablement son papa, dites-vous. J'ai le droit de parler ainsi et d'exiger de vous du respect : je m'en rapporte à M. de Lamartine. Ce poète descendant a bien voulu vous dire que, désormais, l'âge mûr devait s'incliner devant la jeunesse. Donc, par les mêmes raisons qui me sont inconnues, la jeunesse doit s'incliner devant l'enfance.

Fouyou.

Ce que j'ai gagné à la république.

N'ayant rien à la caisse d'épargne, je n'y ai rien perdu. J'ai travaillé dans les ateliers nationaux pour ne pas mendier; j'apprends aujourd'hui que j'ai reçu l'aumône.

Je peux fumer aux Tuileries et au Luxembourg.

Je peux passer sur le pont des Invalides sans payer; mais si j'avance un sou, on le prend tout, de même.

Je peux m'assembler et m'attrouper avec mes amis... quand et où il plaira à M. le citoyen Marrast.

Avant quinze jours, je pourrai faire des affiches en l'honneur du gouvernement. Les autres spécialités seront prohibées.

Mon propriétaire m'a permis de ne pas payer mon terme d'avril. Je lui ai demandé de quel terme d'avril il parlait : de celui de 47 ou 48.

J'ai joui, au Musée, du délicieux spectacle de l'amour sortant des roses.

Je n'avais vu qu'en peinture le portrait de Quasimodo; je l'ai vu en nature dans le gouvernement provisoire, et au ministère de la justice.

J'ai vu des guerriers et des gardes nationaux charger le peuple au cri de : Vive la République.

Quelques jours après l'arrestation des Républicains démocrates, j'ai vu la fête de la Concorde.

J'ai vu les Républicains de l'avant-veille sortir de prison... pour y rentrer au plus tôt.

J'ai appris que Pagnerre était un homme très capable.

J'ai vu la France confier son intérieur à un médecin politiqueur.

J'ai entendu traiter Louis Blanc de lâche et de sans-cœur.

Je n'ai plus entendu parler de M. de Boissy.

Je rencontre à chaque faux pas des gardes urbains au lieu de sergens de ville, ce qui est bien différent.

J'ai appris que le citoyen Girardin serait républicain si la république l'appelait au pouvoir.

Il est défendu de.... le long de ce mur.

Lundi 29 mai, à l'angle de la rue St-Martin et du boulevard, les citoyens Alfrd Delva, Antonio Watrison et Alexandre Jarry étaient en position de... regarder les affiches, lorsque le capitaine et le lieutenant de la 1^{re} compagnie du 1^{er} bataillon de la 5^e légion les appréhenderent au collet en s'écriant : « Que faites-vous là ! — Vous le voyez, nous... lisons les affiches. — Vous êtes des perturbateurs, suivez-nous!!! »

Après s'être... remis, les perturbateurs, stimulés d'ailleurs par des coups de crosse, suivirent au poste la force régulière. La force régulière était sur pied depuis longtemps, et fort irritée de n'avoir rien pris... ailleurs que chez le marchand de vin. En pareil cas, on arrête le premier venu. Par le temps qui court, ce peut être un factieux; s'il est blanc, qu'on le réclame!

Au reste, les prisonniers n'en eurent que pour la nuit. A six heures du matin, le commissaire de police ayant à constater un décès, constata en même temps la démission de la force régulière et donna aux liseurs d'affiches la clef des champs sans avoir celle de leur arrestation.

Le vaillant capitaine se nomme Scordel; l'intrépide lieutenant répond à Thozet.

FINANCES.

Le citoyen Duclerc, ministre des finances, dans une des dernières séances, établissait une distinction entre les bons du trésor et les caisses d'épargne. Il prétendait que les riches seuls possédaient les bons du trésor; c'est une grave erreur, et d'après les réclamations qui nous ont été faites par différents possesseurs de ces bons, nous affirmons qu'il y a bon nombre de possesseurs de bons du trésor qui sont dans le plus grand besoin. Nous repoussons donc la distinction établie par le citoyen Duclerc et nous soutenons qu'on doit prendre les mêmes mesures vis-à-vis des bons du trésor et des caisses d'épargne; ou tout au moins faudrait-il distinguer les possesseurs riches des possesseurs pauvres, donner à ces derniers tant par mois sur le chiffre de leur bon afin qu'ils puissent, avec les autres secours accordés par l'État, subvenir aux besoins de leur famille.

Le gamin se propose dans un de ses prochains numéros, d'exposer son système financier.

Le gérant responsable : LARDET.

Paris. — Imprimerie de BOULÉ, rue Coq-Héron, 3.